

Ambassade de France en Afrique du Sud
Service économique Régional de Pretoria

Afrique du Sud

Note de conjoncture // Une croissance relativement atone au premier trimestre 2025

Selon les données de l'agence nationale de statistiques (Stats SA), le PIB a progressé de 0,1% au premier trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent. La croissance a été tirée par le rebond du secteur agricole (+15,8%, soit une contribution de +0,4 point), dans un contexte où l'ensemble de l'appareil productif industriel reste freiné par des goulets d'étranglement logistiques persistants et un climat d'incertitude élevé. La croissance, qui s'est établie à 0,5% en 2024 (révisée à la baisse par rapport aux 0,6% initialement annoncés), devrait rester modérée en 2025 (prévisions de 0,8% pour la Banque africaine de développement (BaFD) et de 1,0% pour le FMI).

1. Mardi 3 juin, l'agence nationale des statistiques StatsSA a annoncé une progression du PIB de 0,1% au premier trimestre 2025 (en glissement trimestriel, données corrigées des variations saisonnières), après une progression de 0,4% au trimestre précédent (-0,2 point par rapport aux estimations précédentes). Dans le même temps, la croissance pour l'année 2024 a été révisée à 0,5% (-0,1 point par rapport aux estimations précédentes).

2. Sur le plan sectoriel, seuls quatre secteurs sur dix ont enregistré une hausse de leur activité. La croissance a été tirée par le secteur agricole (+15,8 %, soit une contribution positive de +0,4 point), qui, soutenu par des conditions climatiques favorables, a poursuivi le rebond entamé au trimestre précédent, après un troisième trimestre 2024 calamiteux (marqué par l'impact de la sécheresse due au phénomène El Nino). Les secteurs des transports (+2,4 %, soit +0,2 point), du commerce (+0,5 %, soit +0,1 point) et des services financiers (+0,2 %, soit +0,1 point) ont également enregistré une croissance positive (pour le dixième trimestre consécutif concernant les services financiers). À l'inverse, plusieurs secteurs clés ont enregistré une contraction. L'industrie manufacturière s'est ainsi repliée de 2,0 % (soit une contribution négative de 0,2 point), avec sept divisions sur dix en baisse, notamment celles des produits pétroliers, chimiques et plastiques, de l'agroalimentaire, et des véhicules automobiles. Le secteur des industries extractives a également enregistré un recul (-4,1 %, soit -0,2 point), en lien avec le fléchissement de la production de métaux du groupe du platine (PGMs). L'ensemble de l'appareil productif industriel demeure contraint par des goulets d'étranglement logistiques persistants et un climat d'incertitude élevé, qui freinent les décisions d'investissement et pèsent sur la production globale. Des baisses ont ainsi également été enregistrées dans les secteurs de l'électricité, du gaz et de l'eau (-2,6 %, soit -0,1 point), ainsi que dans celui de la construction (-3,8 %, soit -0,1 point), affecté par le ralentissement des projets résidentiels et d'infrastructure.

3. Du point de vue de la demande, la croissance a été principalement soutenue par la consommation finale des ménages (+0,4 %, soit une contribution positive de 0,3 point). Un ralentissement de la consommation des ménages commence toutefois à se dessiner (elle avait atteint +1,1% au T4 2024), reflétant l'épuisement progressif des facteurs de soutien antérieurs : **i)** interruption de la baisse de l'inflation (+3,0% en moyenne au T1 2025, contre +2,9% en moyenne au trimestre précédent) ; **ii)** assouplissement monétaire très progressif (seulement -0,25 point au premier trimestre, avec un taux directeur de 7,5% à la fin du mois de mars ; **iii)** ralentissement des retraits liés à la mise en place en septembre 2024 d'un nouveau régime de retraite (*two-pot pension withdrawals*). Cette situation se traduit par un recul des dépenses discrétionnaires au profit des dépenses liées à des biens essentiels (notamment transports et alimentation), signe d'une réallocation des budgets dans un climat d'incertitude. Les exportations ont également contribué positivement

à la croissance (+1,0 %, soit +0,3 point), soutenues par la dépréciation du rand (-3% sur le trimestre par rapport à l'USD), qui a compensé la persistance des difficultés logistiques, la limitation de la production intérieure et le ralentissement de la demande mondiale. A l'inverse, la hausse des importations a pesé sur la croissance (+2,0 %, soit une contribution négative de -0,6 point). Le poste « exportations nettes » (différentiel entre les exportations et les importations) a donc contribué négativement à la croissance (-0,3 point). En parallèle, la formation brute de capital fixe a reculé (-1,7 %, soit -0,2 point), affectée par une baisse notable des investissements dans les bâtiments résidentiels (-5,8 %, soit -0,6 point), les machines et équipements (-1,4 %, soit -0,6 point), les travaux de construction (-2,8 %, soit -0,5 point) ainsi que les équipements de transport (-3,1 %, soit -0,3 point). Ce repli de l'investissement, particulièrement marqué dans le secteur privé (-4,5 %), est en grande partie imputable à la dégradation de la confiance des entreprises (indice à 45), qui se traduit par le report ou l'annulation des projets d'investissement.

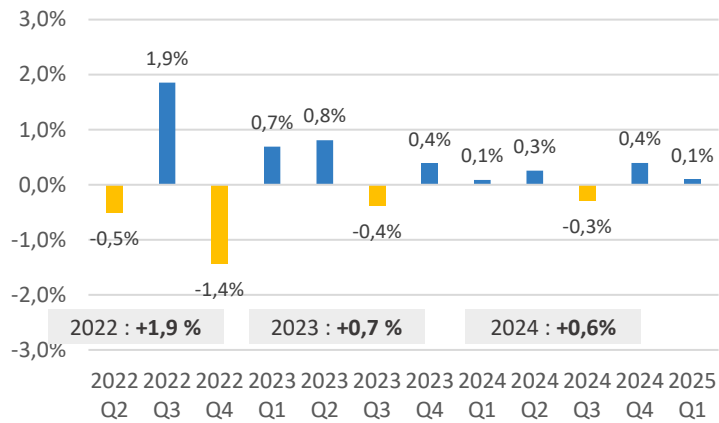
4. Le PIB annualisé s'est établi à 4 679 Mds ZAR (environ 234 Mds d'EUR) au premier trimestre 2024, un niveau globalement stable depuis le début de l'année 2022. Cette quasi-stagnation confirme l'essoufflement de la reprise amorcée après la crise liée au Covid-19, l'activité économique n'affichant qu'une progression modeste (+2,2 %) par rapport à son niveau du premier trimestre 2020 (en données brutes non corrigées des variations saisonnières). Alors que la formation du gouvernement d'unité nationale (GNU) en juin 2024 et la nette réduction des délestages électriques (*loadshedding*) avaient suscité des espoirs de relance, la dynamique peine à se matérialiser, notamment freinée par la persistance des problèmes logistiques.

5. L'Afrique du Sud évolue dans un climat international et national difficile et incertain, et la trajectoire de sa croissance reste soumise à de nombreux aléas. Alors que la situation politique semblait se stabiliser, dans un contexte marqué par l'approbation mi-juin d'une nouvelle version du cadre budgétaire pour l'exercice 2025/26 (dit « budget 3.0 »), la stabilité du gouvernement d'unité nationale continue d'être remise en question : afin de protester contre le limogeage d'un de ses ministres, la *Democratic Alliance*, pilier de la coalition gouvernementale, a d'ores-et-déjà voté contre le budget de plusieurs ministères dirigés par des ministres de l'ANC (parti du président Cyril Ramaphosa). L'Afrique du Sud est également préoccupée par l'état de sa relation avec les Etats-Unis, et par l'impact potentiel des nouveaux tarifs douaniers de 30% annoncés pour le 1er août 2025. L'économie pourrait toutefois tirer parti de la récente baisse du taux directeur (-0,25 point le 29 mai 2025, à 7,25%) dans un contexte de ralentissement de l'inflation (+2,8% sur un an en avril et mai 2025). Une reprise économique durable ne pourra toutefois pas s'accomplir sans la mise en œuvre de véritables réformes structurelles. Si le lancement de la deuxième phase de l'Opération Vulindlela témoigne de l'engagement du gouvernement en faveur de cette transformation économique, la mise en œuvre effective de ces réformes et leur rapidité d'exécution constituent toujours le défi majeur du pays.

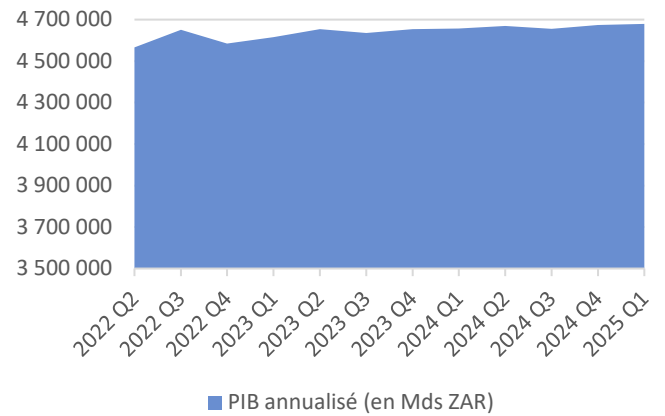
6. Pour l'année 2025, la croissance économique devrait s'établir entre 0,8 % (Banque africaine de développement et PwC) et 1,0% (FMI), les prévisions ayant sous-tendu le budget (+1,4 % selon le Ministère des Finances) semblant déjà hors d'atteinte. D'après les projections du FMI, le revenu par habitant en Afrique du Sud devrait légèrement progresser en 2025 (PIB par habitant attendu à 6 400 USD , soit une progression de 1,1 %). Cette évolution est encourageante, notamment après une période 2021-2023 marquée par une paupérisation de la population (-11 % du PIB par habitant en 2023 et -4,3 % en 2022), sous l'effet combiné d'une croissance faible et d'une dépréciation monétaire continue.

ANNEXE - GRAPHIQUES STATISTIQUES

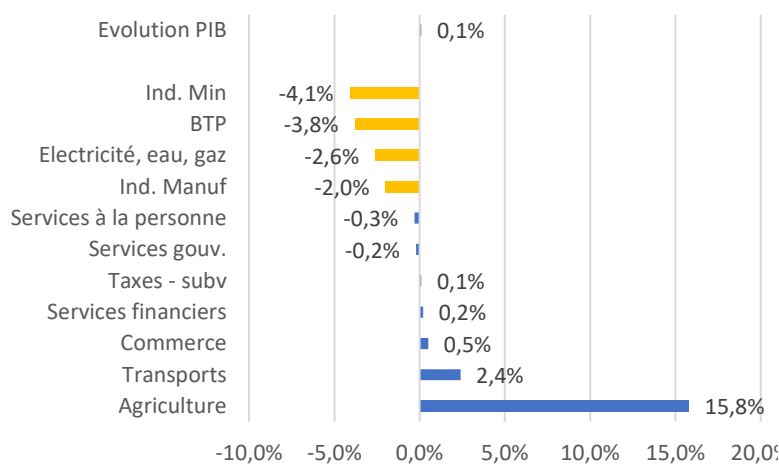
Evolution du PIB (%) - en g.t corrigé



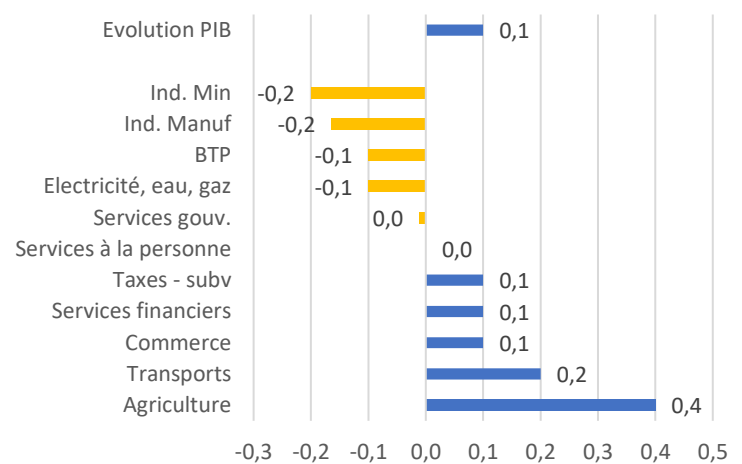
PIB annualisé (en Mds ZAR)



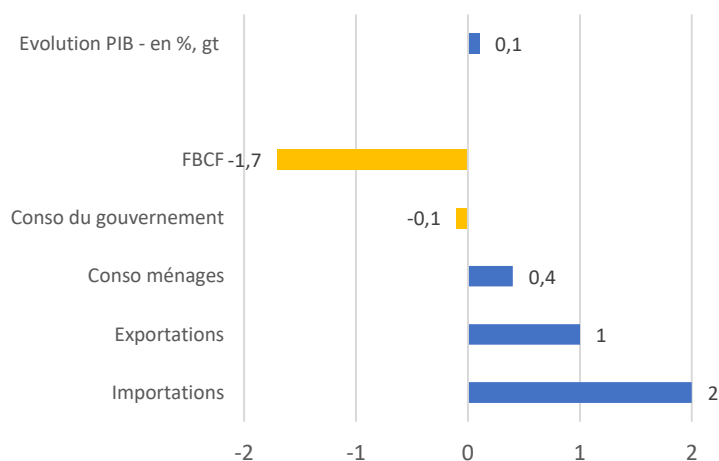
Evolution sectorielle en %, g.t



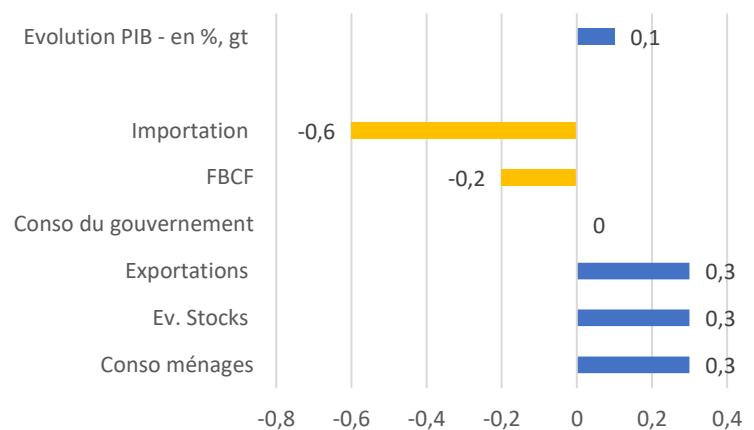
Evolution sectorielle en point de %, g.t



Evolution demande, en %, g.t



Evolution demande, contribution, en point de %, g.t



Prévisions de croissance pour 2025 - en % PIB

